



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX  
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**I B P T**

---

**CONSULTATION À LA DEMANDE DU MINISTRE AYANT LES  
TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS SES ATTRIBUTIONS  
DU 9 MAI 2018  
CONCERNANT  
UN AVANT-PROJET D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL  
INSTITUANT LE REGISTRE  
VISÉ À L'ARTICLE 116/1, § 1<sup>er</sup>, DE LA LOI DU 13 JUIN 2005 RELATIVE AUX  
COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES**

---

**MÉTHODE D'ENVOI DES RÉACTIONS AU PRÉSENT DOCUMENT**

---

Délai de réponse : jusqu'au 8 juin 2018  
Méthode pour répondre : À : [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)  
Objet : « CONSULT-2018-B5 »

Personne de contact : Tim Nuyens, Premier Conseiller (02 226 87 57)

**Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.**

Vous êtes prié d'utiliser le [formulaire de couverture à joindre à la réponse à une consultation publique organisée par l'IBPT](#).

L'IBPT demande également que les commentaires se réfèrent aux paragraphes et/ou parties dont ils traitent.  
Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

## TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 1 <sup>er</sup> - Contexte.....	3
Chapitre 2 – Avant-projet d’arrêté ministériel qui fait l’objet de la consultation.....	4
Chapitre 3 – Méthode pour répondre au présent document.....	8

## Chapitre 1<sup>er</sup> - Contexte

Conformément à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéas 3 et suivants, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, tel qu'introduit par la dernière loi portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques du 31 juillet 2017 (ci-après : « LCE »), un registre public des numéros 070 et 090X doit être créé qui permette à chacun de consulter certaines données, telles que reprises au troisième alinéa de cet article<sup>1</sup>.

L'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, LCE, prévoit que l'IBPT et les opérateurs qui attribuent un numéro payant du plan de numérotation E.164 belge prennent les arrangements nécessaires dans les trois mois (à compter de l'entrée en vigueur de l'article le 1<sup>er</sup> décembre 2017<sup>2</sup>).

Le cinquième alinéa ajoute :

*« Si le registre en question n'est pas créé dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, le ministre fixe, après avis de l'Institut, les modalités concernant le registre. ».*

Étant donné que les arrangements visés à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, LCE, n'ont pas été pris dans le délai légalement prescrit, notamment en raison de l'objection formelle introduite par l'un des opérateurs concernés contre le projet d'arrangements finaux transmis, le processus d'approbation de l'arrêté ministériel, visé à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, LCE, a été lancé, à la demande du ministre ayant les télécommunications dans ses attributions.

Cette consultation publique, qui prend fin le vendredi 8 juin 2018, constitue une étape de ce processus d'approbation.

---

<sup>1</sup> 1° le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro BCE du fournisseur de services ;

2° le MOSS UE ou numéro de TVA belge de la partie responsable du versement de la TVA sur les montants perçus ;

3° la description du service ;

4° les URL utilisés par le service ;

5° le prix total du service ;

6° l'adresse de contact, l'e-mail et le numéro de téléphone national, dont les coûts des communications à la minute ne dépassent pas ceux d'un appel vers un numéro géographique, pour le traitement des plaintes ;

7° le cas échéant, le numéro de la licence selon la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution ;

8° la date de début et de fin du service ;

9° les données mentionnées ci-dessus, qui étaient d'application au cours des 6 derniers mois, au cas où elles différeraient des données actuelles.

<sup>2</sup> Voir l'article 33 de la loi du 31 juillet 2017.

## Chapitre 2 – Avant-projet d'arrêté ministériel qui fait l'objet de la consultation

<b>[Datum] - Ministerieel besluit tot instelling van het register bedoeld in artikel 116/1, §1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie</b>	<b>[Date] - Arrêté ministériel instituant le registre visé à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques</b>
De Minister van Telecommunicatie,	Le Ministre des Télécommunications,
Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 116/1, §1, vijfde lid;	Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 116/1, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 5 ;
Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van [datum];	Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du [date] ;
Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [datum];	Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [date] ;
Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van [datum];	Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [date] ;
Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikels 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;	Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;
Gelet op het overleg binnen het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie van [datum];	Vu la concertation au sein du Comité interministériel des télécommunications et de la radiodiffusion et la télévision du [date] ;
Gelet op het akkoord van het Overlegcomité, gegeven op [datum];	Vu l'accord du Comité de concertation, donné le [date] ;
Gelet op het advies XXX van de Raad van State, gegeven op [datum], met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;	Vu l'avis XXX du Conseil d'État, rendu le [date], en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa premier, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ;
Overwegende dat de afspraken bedoeld in artikel 116/1, §1, vierde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, tussen het Instituut en de operatoren die een betaalnummer uit het Belgische E.164 nummerplan toekennen niet binnen de wettelijke termijn tot stand gekomen zijn, onder meer omwille van het formeel bezwaar ingediend door één van de betrokken	Considérant que les arrangements visés à l'article 116/1, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, entre l'Institut et les opérateurs qui attribuent un numéro à taux majoré du plan de numérotation E.164 belge n'ont pas été pris dans le délai légalement prescrit, notamment en raison de l'objection formelle introduite par

operatoren ten aanzien van de rondgestuurde finale ontwerpafspraken;	l'un des opérateurs concernés contre le projet d'arrangements finaux transmis ;
Besluit :	Arrête :
<b>Artikel 1.</b> De VZW voor Nummeroverdraagbaarheid in België, met ondernemingsnummer BE 0477.172.296 (hierna: "de VZW" genoemd), wordt aangeduid als de verantwoordelijke voor het register, bedoeld in artikel 116/1, §1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna: "de Wet" genoemd).	<b>Article 1er.</b> L'ASBL pour la portabilité des numéros en Belgique, dont le numéro d'entreprise est BE 0477.172.296 (ci-après : « l'ASBL »), est désignée comme responsable du registre visé à l'article 116/1, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après : « la loi »).
<b>Art. 2.</b> Iedere operator aan wie, hetzij door het Intituut overeenkomstig artikel 11, §1, van de Wet, hetzij door nummeroverdraagbaarheid, een betaalnummer uit het Belgische E.164 nummerplan is toegekend, bezorgt de VZW per nummer en dit volgens de nadere modaliteiten bepaald door de VZW, een URL, waarop de in artikel 116/1, §1, derde lid, van de Wet bedoelde gegevens worden verstrekt.	<b>Art. 2.</b> Chaque opérateur auquel un numéro à taux majoré du plan de numérotation E.164 belge est attribué, soit par l'Institut, conformément à l'article 11, § 1 <sup>er</sup> , de la loi, soit par le biais de la portabilité des numéros, fournit à l'ASBL, par numéro, et ce, selon les modalités définies par l'ASBL, une URL sur laquelle sont communiquées les données visées à l'article 116/1, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, de la loi.
De in het eerste lid bedoelde operatoren zorgen ervoor dat de gegevens opgenomen in de overgemaakte URL volledig, correct en actueel zijn.	Les opérateurs visés à l'alinéa 1 <sup>er</sup> veillent à ce que les données contenues dans l'URL transmise soient complètes, correctes et à jour.
Het is verboden om op de URL rubrieken waarvoor geen gegevens voorhanden zijn te schrappen. Indien één of meerdere van de gegevens bedoeld in artikel 116/1, §1, derde lid, van de Wet, niet van toepassing zijn op de dienst of de dienstenaanbieder, dan wordt in de betrokken rubriek "niet van toepassing" ingevuld.	Il est interdit de supprimer sur l'URL les rubriques pour lesquelles aucune donnée n'est disponible. Si l'une ou plusieurs des données visées à l'article 116/1, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 3, de la loi ne s'applique(nt) pas au service ou au prestataire de services, il convient d'indiquer « non applicable » dans la rubrique concernée.
Ook indien er meerdere diensten via één betaalnummer worden aangeboden of indien meerdere dienstenaanbieders diensten aanbieden via hetzelfde betaalnummer, wordt één URL aangemaakt en doorgegeven aan de VZW. De URL maakt in dat geval in elke rubriek op een voor de gebruiker begrijpelijke wijze duidelijk op welk dienst of dienstenaanbieder het gegeven in kwestie van toepassing is.	Si plusieurs services sont proposés via un seul numéro à taux majoré ou si plusieurs prestataires de services proposent des services via le même numéro à taux majoré, une seule URL doit également être créée et communiquée à l'ASBL. Dans ce cas, l'URL précise clairement dans chaque rubrique, de manière compréhensible pour l'utilisateur, à quel service ou à quel prestataire de services la donnée en question s'applique.
De gegevens worden op de URL ingevuld in de taal of talen waarin de dienst wordt aangeboden.	Les données sont complétées sur l'URL dans la langue ou les langues dans laquelle/lesquelles le service est proposé.

<p><b>Art. 3</b> De VZW maakt de met een specifiek betaalnummer overeenstemmende URL openbaar op de interfaces van de websites www.crdc.be, www.1299.be, www.1399.be, www.1450.be of www.1499.be, telkens wanneer een gebruiker op één van die interfaces een opzoeking verricht naar een overeenkomstig de Wet geactiveerd betaalnummer.</p>	<p><b>Art. 3.</b> L'ASBL publie l'URL correspondant au numéro à taux majoré spécifique sur les interfaces des sites Internet www.crdc.be, www.1299.be, www.1399.be, www.1450.be ou www.1499.be, à chaque fois qu'un utilisateur effectue une recherche sur l'une de ces interfaces vers un numéro à taux majoré activé conformément à la loi.</p>
<p>De URL wordt getoond op het veld van de interface volgend op het veld van de interface waarop eenieder, overeenkomstig artikel 7 van het koninklijk besluit van 2 juli 2013 betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van elektronische-communicatiediensten, kan vernemen tot welk netwerk een nummer behoort.</p>	<p>L'URL est affichée dans le champ de l'interface qui suit celui dans lequel chacun, conformément à l'article 7 de l'arrêté royal du 2 juillet 2013 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de communications électroniques, peut voir à quel réseau un numéro appartient.</p>
<p>De URL is zodanig opgebouwd dat de gebruiker de in artikel 116/1, §1, derde lid, van de Wet bedoelde informatie meteen bij het aanklikken ontvangt.</p>	<p>L'URL est structurée de telle manière que l'utilisateur reçoit immédiatement les informations visées à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi lorsqu'il clique dessus.</p>
<p><b>Art. 4.</b> De VZW maakt de URL's die zij ontvangen heeft uiterlijk één maand na de ontvangst ervan beschikbaar op de in artikel 3 bedoelde interfaces.</p>	<p><b>Art. 4.</b> L'ASBL publie les URL qu'elle a reçues au plus tard un mois après la réception de celles-ci sur les interfaces visées à l'article 3.</p>
<p><b>Art. 5.</b> De dienstenaanbieder wiens nummer wordt overgedragen naar een andere operator, informeert de nieuwe operator onverwijld over de URL, met inbegrip van de historiek van de dienst.</p>	<p><b>Art. 5.</b> Le prestataire de services dont le numéro est porté vers un autre opérateur informe immédiatement le nouvel opérateur de l'URL, y compris de l'historique du service.</p>
<p><b>Art. 6.</b> De operator, wiens betaalnummer gebruikt wordt door een andere dienstenaanbieder, zorgt ervoor dat de gegevens betreffende de vroegere dienst of diensten, die gedurende de termijn voorzien door artikel 116/1, §1, derde lid, 9°, van de Wet van toepassing waren, beschikbaar zijn op de URL die voor dat nummer doorgegeven wordt aan de VZW.</p>	<p><b>Art. 6.</b> L'opérateur dont le numéro à taux majoré est utilisé par un autre prestataire de services veille à ce que les données relatives à l'ancien ou aux anciens service(s), qui étaient d'application au cours de la période prévue à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 9°, de la loi, soient disponibles sur l'URL transmise à l'ASBL pour ce numéro.</p>
<p><b>Art. 7.</b> Het is eenieder verboden de in artikel 116/1, §1, derde lid, van de Wet bedoelde gegevens te gebruiken om er enig commercieel voordeel uit te halen, in het bijzonder om de gepubliceerde gegevens te gebruiken voor marketing- of verkoopdoeleinden.</p>	<p><b>Art. 7.</b> Il est interdit à quiconque d'utiliser les données visées à l'article 116/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi pour en tirer un quelconque avantage commercial, et plus particulièrement d'utiliser les données publiées à des fins de marketing ou de vente.</p>

De VZW installeert één of meer technische middelen op de interfaces bedoeld in artikel 3 om de naleving van het in het eerste lid bedoeld verbod te garanderen.	L'ASBL installe un ou plusieurs moyens techniques sur les interfaces visées à l'article 3 afin de garantir le respect de l'interdiction visée à l'alinéa 1 <sup>er</sup> .
Het is de VZW verboden om identificatiegegevens uit het register betreffende de betaalnummers van één operator geheel of gedeeltelijk over te maken aan een andere operator of een derde, ook al is de operator lid van de VZW.	Il est interdit à l'ASBL de transmettre entièrement ou partiellement des données d'identification du registre concernant les numéros à taux majoré d'un opérateur à un autre opérateur ou à un tiers, même si l'opérateur est membre de l'ASBL.
<b>Art. 8.</b> De VZW kan de nadere processen, aanleveringswijzen van gegevens en de kosten bepalen, die hij nodig acht voor de uitvoering van dit besluit, voor zover deze in overstemming zijn met de bepalingen van dit besluit en de Wet.	<b>Art. 8.</b> L'ASBL peut préciser les processus, les modes de fourniture des données et les coûts qu'elle juge utiles à l'exécution du présent arrêté, pour autant que ceux-ci soient en conformité avec les dispositions du présent arrêté et de la loi.
<b>Art. 9.</b> Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de maand waarin dit besluit werd gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad.	<b>Art. 9.</b> Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge.
Brussel, [datum]	Bruxelles, [date]
A. DE CROO	

### Chapitre 3 – Méthode pour répondre au présent document

Les commentaires concernant cet avant-projet d'arrêté ministériel peuvent être envoyés par e-mail jusqu'au **8 juin 2018** à l'adresse [consultation.sg@bipt.be](mailto:consultation.sg@bipt.be), avec la référence CONSULT-2018-B5.

L'IBPT demande également que les commentaires se réfèrent aux articles, paragraphes et/ou parties de l'avant-projet d'AM dont ils traitent. Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

Axel Desmedt  
Membre du Conseil

Jack Hamande  
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren  
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen  
Président du Conseil